



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfète de région

**Décision de l'Autorité chargée de l'examen
au cas par cas sur le projet dénommé
« création de la desserte forestière des Deux Rifs et de Vallier-
Lély-Gours de l'ours »
sur la commune de Chichilianne
(département de l'Isère)**

Décision n° 2026-ARA-KKP-6323-N12662

DÉCISION
à l'issue d'un examen au cas par cas
en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement

La préfète de région Auvergne-Rhône-Alpes,

Vu la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2, R.122-3 et R.122-3-1 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2026-15 du 29 janvier 2026 de la préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes portant délégation de signature en matière d'administration générale, d'ordonnancement secondaire et de pouvoir adjudicateur à M. Olivier David, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté n° DREAL-SG-2026-021 du 2 février 2026 portant subdélégation de signature aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes en matière d'administration générale ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 2026-ARA-KKP-6323-N12662, déposée complète par la commune de Chichilienne le 29 janvier 2026, et publiée sur Internet ;

Vu la contribution de l'agence régionale de la santé (ARS) en date du 2 février 2026 ;

Vu les éléments de connaissance transmis par la direction départementale des territoires de l'Isère le 10 février 2026 ;

Considérant que le projet consiste en la création de la desserte forestière des Deux Rifs et de Vallier-Lély-Gours de l'ours, pour un linéaire de 1,69 km et une superficie totale de 20 000 m², sur la commune de Chichilienne (38) ;

Considérant que le projet prévoit les aménagements suivants, sur une durée prévisionnelle de deux à trois mois :

- exploitation des bois d'emprise, abattage préalable et débardage en concomitance avec les terrassements,
- terrassement des plateformes de 4 m de largeur maximum avec correction du profil en long sur les pistes existantes,
- franchissements de cours d'eau par busage et radiers en enrochement jointé (route Vallier-Lély),
- travaux de curage du torrent des Deux Rifs sur 220 ml, confection d'un merlon en rive droite avec les sédiments extraits et renforcement de berge par enrochement en deux points sur 25 ml,
- empierrement des routes forestières avec les matériaux excédentaires,
- compactage de la bande de roulement pour la circulation des camions grumiers ;

Considérant que le projet présenté relève des rubriques suivantes du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement :

- 6 a) Construction de routes classées dans le domaine public routier de l'Etat, des départements, des communes et des établissements public de coopération intercommunale non mentionnées aux b) et c) de la colonne précédente,
- 10. Canalisation et régularisation des cours d'eau ;

Considérant que le projet se situe au sein de la Znieff de type 1 « Crêtes orientales du massif du Vercors » et de la Znieff de type 2 « Hauts plateaux du Vercors », et à proximité des zones Natura 2000 « Hauts plateaux et contreforts du Vercors oriental » et « Hauts plateaux du Vercors » ;

Considérant que la note environnementale jointe au dossier définit des mesures d'évitement, de réduction et de compensation, et notamment :

- adaptation du tracé avec évitement des zones à enjeux les plus forts,
- adaptation du calendrier des travaux,
- adaptation des emprises de travaux et des zones de circulation des engins de chantier, limitation des emprises de travaux au strict nécessaire pour la réalisation des ouvrages, leur bon fonctionnement et celui du cours d'eau,
- optimisation de la gestion des matériaux, réutilisation des matériaux excédentaires au sein du chantier, pour merlon et empierrement des routes forestières à proximité,
- traitement des espèces exotiques envahissantes,
- suivi environnemental du chantier ;

Considérant que les cours d'eau concernés par le projet sont des cours d'eau intermittents, subissant de longues périodes d'assecs, et que les mesures prévues, notamment l'adaptation de la période de travaux en période d'assec et l'absence de déboisement dans le lit du cours d'eau apparaissent proportionnés aux enjeux et que ces dernières seront précisées dans le cadre du dossier de demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau ;

Considérant que le projet va diminuer le nombre d'allers-retours des porteurs et tracteurs forestiers en permettant aux grumiers d'accéder au plus près de l'exploitation et ainsi réduire l'impact du débardage sur les sols forestiers ;

Rappelant que des espèces protégées de faune et de flore sont susceptibles d'être présentes et qu'en cas d'impacts résiduels du projet sur ces dernières ou leurs habitats, le maître d'ouvrage devra, avant d'entreprendre tout travaux, procéder à une demande de dérogation relative à l'interdiction de destruction d'espèces protégées (article L.411-1 du code de l'environnement) ;

Concluant, au regard de tout ce qui précède, compte-tenu des caractéristiques du projet présentées dans la demande, des enjeux environnementaux liés à sa localisation et de ses impacts potentiels, que le projet ne justifie pas la réalisation d'une étude d'évaluation environnementale.

DÉCIDE

Article 1^{er} : Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de création de la desserte forestière des Deux Rifs et de Vallier-Lély-Gours de l'ours, enregistré sous le n° 2026-ARA-KKP-6323-N12662, présenté par la commune de Chichilianne, concernant la commune de Chichilianne (38), n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet négatif notable sur l'environnement.

Article 3 : La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait le

Pour la Préfète et par délégation,
Pour le directeur par subdélégation,

Yannick
MAJOREL
yannick.major
el

Signature numérique
de Yannick MAJOREL
yannick.major
Date : 2026.03.05
15:22:36 +01'00'

Voies et délais de recours

1°) Cas d'une décision soumettant à évaluation environnementale

La décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux direct. Toutefois, sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VII de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement et doit être effectué dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa mise en ligne sur internet. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

Où adresser votre recours ?

- RAPO

Madame la Préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69453 LYON cedex 06

Le RAPO doit être déposé via le téléservice de l'évaluation environnementale (sur lequel la demande d'examen au cas par cas a été déposée initialement) accessible à l'adresse suivante : <https://evaluation-environnementale.ecologie.gouv.fr/>

- Recours contentieux

Madame la Présidente du Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON Cedex 03

Le recours contentieux doit, de façon obligatoire ou facultative, être déposé via l'application informatique ou le téléservice dédié (<https://www.telerecours.fr/>), dans les cas définis par le code de justice administrative (articles R.414-1 et suivants)

2°) Cas d'une décision dispensant d'évaluation environnementale

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire :

- elle peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet, en application des dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration ;
- elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct ; comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant le projet.

Où adresser votre recours ?

- Recours gracieux

Madame la Préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69453 LYON cedex 06

Le recours gracieux doit être déposé soit par courriel à l'adresse suivante : ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr soit par voie postale à l'adresse susmentionnée

- Recours contentieux

Madame la Présidente du Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON Cedex 03

Le recours contentieux doit, de façon obligatoire ou facultative, être déposé via l'application informatique ou le téléservice dédié (<https://www.telerecours.fr/>), dans les cas définis par le code de justice administrative (articles R.414-1 et suivants)